

## Bois tropicaux et développement durable: la contribution du commerce

L'INDUSTRIE et le commerce des bois tropicaux emploient des millions de personnes et contribuent énormément à leurs moyens d'existence tout en rapportant les revenus de leurs exportations à certains des pays les plus pauvres du monde. D'autre part, on a reproché à l'industrie, entre autres, de provoquer la destruction des forêts et de ne pas prêter suffisamment d'attention aux préoccupations de la communauté.

En juin et juillet 2004, l'OIBT a organisé deux forums de discussion, l'un à São Paulo (Brésil) et l'autre à Guadalajara (Mexique), pour débattre la question suivante: "Le commerce des bois tropicaux contribue-t-il au développement durable?" Y ont participé d'éminentes personnalités de l'industrie, des gouvernements, du commerce, de la société civile et d'autres invités, au total un auditoire de presque 300 personnes. Le présent rapport fait la synthèse des résultats de ces deux rencontres.

### Généralités

Le premier forum s'est réuni le 16 juin 2004, avec la coopération du Secrétariat de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) dans le courant de la CNUCED XI à São Paulo. Le second a eu lieu le 1er juillet 2004, avec la coopération de la Commission forestière du Mexique à Guadalajara, à l'occasion de la 2ème Exposition mexicaine sur la foresterie. A la tribune ont pris place les dix décideurs et professionnels de haut niveau suivants:

- **Alhassan Attah**, Directeur du Bureau de Londres, Commission forestière du Ghana (forum de São Paulo);
- **David Boulter**, venu en indépendant, ancien Président du Conseil international des bois tropicaux (animateur du forum de Guadalajara);
- **José Carlos Carvalho**, Secrétaire à l'environnement, Etat de Minas Gerais (Brésil) (forums de São Paulo et de Guadalajara);
- **Scott Poynton**, Directeur exécutif, Tropicale Forest Trust (forum de Guadalajara);

- **Saúl B. Monreal Rangel**, Administrateur des plantations forestières commerciales, Commission forestière nationale du Mexique (CONAFOR; forum de Guadalajara);
- **Brigid Shea**, Administratrice des affaires gouvernementales et environnementales, Internationale Wood Products Association (forum de Guadalajara);
- **Ivan Tomaselli**, Vice-président de l'Association brésilienne des bois mécaniquement transformés (Brésil) et Président de STCP Consult (modérateur du forum de São Paulo);
- **Eduardo Viadas**, présentateur du programme radiophonique "Planeta Azul" au Mexique (forum de Guadalajara);
- **Jorge Viana**, Gouverneur de l'Etat d'Acre, Brésil (forum de São Paulo); et
- **Virgilio Mauricio Viana**, Secrétaire à l'environnement et au développement, Etat d'Amazonas (Brésil) (forum de São Paulo).

Le forum associé à la CNUCED a été ouvert par Carlos Fortin Cabezas, Secrétaire général adjoint de la CNUCED, et Manoel Sobral Filho, Directeur exécutif de l'OIBT. Celui du Mexique a été ouvert par Carlos González Vicente, Coordonnateur général de la production et de la productivité de CONAFOR, et par Steven Johnson représentant l'OIBT.

Les principaux points soulevés au cours des délibérations de ces deux réunions sont récapitulés dans le présent article qui a été rédigé par le Secrétariat de l'OIBT dans l'intention de fournir des informations destinées à faciliter les travaux visant à promouvoir un commerce des bois tropicaux basé sur les forêts sous aménagement durable. L'intention du dialogue n'était pas nécessairement de répondre affirmativement ou négativement à la question de savoir si le commerce des bois contribuait au développement durable, ni d'essayer de quantifier cette contribution, mais d'explorer la nature et les limites de son éventuelle contribution et de suggérer des moyens qui permettraient de l'accroître.

### Reconnaissance des efforts déployés par les pays tropicaux

L'industrie des bois tropicaux a mauvaise presse, surtout dans les pays développés, mais de nombreuses initiatives positives ont été prises et les réussites de gestion durable des forêts tropicales se multiplient.

Jorge Viana, le Gouverneur de l'Etat d'Acre, a décrit un projet (financé par l'OIBT) exécuté dans la nouvelle forêt domaniale



d'Antimary créée dans son Etat. Un plan d'aménagement forestier durable à des fins multiples a été préparé et se déroule actuellement dans les premières phases d'exécution. Ce projet justifie une mention particulière à plus d'un titre. Tout d'abord, il a résolu des problèmes de longue date de propriété foncière et de jouissance des terres, en légalisant les droits des habitants de la forêt—106 familles de gemmeurs—de participer à la gestion de la forêt et de tirer des bénéfices de son utilisation. Deuxièmement, il a facilité l'organisation de ces familles en associations et leur procure une aide économique pour améliorer leur production et leur commerce de produits non ligneux, y compris le caoutchouc, la noix du Brésil et les oléorésines telles que l'huile de copaiba. Enfin, il a établi, pour la première fois dans une forêt publique d'Amazonie brésilienne, un système de production commerciale durable de bois, grâce auquel une grande partie des revenus du bois sur pied est payée aux familles de gemmeurs. Selon le Gouverneur Viana, ce projet sert de modèle pour le développement d'une industrie forestière durable dans le reste de l'Etat d'Acre.

Néanmoins, les pays n'ayant pas les capacités nécessaires pour créer un tel régime sont encore nombreux. Par exemple, M. Attah a évoqué les faibles degrés d'alphabétisation dans beaucoup de pays africains, en particulier dans les zones rurales, qui risquent de limiter le pouvoir de négociation des collectivités et leurs aptitudes à tirer bénéfice de l'exploitation forestière et du commerce. M. Viadas a mentionné une enquête réalisée au Mexique pour alimenter le dialogue. A une question concernant le rôle des forêts tropicales dans le développement durable, les personnes interrogées ont répondu, en grande majorité (83%), qu'elles n'avaient aucune idée de ce qu'était le développement durable ni du rôle que les forêts tropicales pourraient jouer dans ce domaine.

### **Il est impératif de venir à bout de l'exploitation forestière illégale et du commerce illicite**

Plusieurs orateurs ont fait observer que l'exploitation forestière illégale et le commerce illicite étaient des obstacles majeurs au développement durable. Scott Poynton a précisé que le bois illégalement prélevé se vend moins cher que le bois légalement produit, cassant les prix sur les marchés et menaçant la viabilité financière du commerce légal. La présence continue de quantités importantes de bois illégal de production non durable sur les marchés internationaux l'a mené à conclure que le commerce du bois ne contribue pas au développement durable.

En revanche, Brigid Shea estime que le commerce contribue au développement durable dans la plupart des pays en dépit des problèmes causés par quelques opérateurs sans scrupules. Elle pense qu'il faudrait prioritairement identifier le bois légalement produit sur le marché plutôt que se focaliser sur la certification de bonne gestion forestière. L'illégalité et la corruption sont des ennemis redoutables du développement durable et une menace considérable pour le commerce des bois tropicaux. A son avis également, il faudrait régulièrement faire le point sur la contribution du commerce au développement durable et l'intensifier. Au forum de Guadalajara, plusieurs intervenants de la salle ont évoqué les problèmes des abattages clandestins dans les forêts de leur pays et ont demandé que, pour lutter contre ce problème, les forêts soient davantage soumises à des contrôles locaux.

### **Définitions**

La définition du 'commerce des bois tropicaux' utilisée lors des débats était la suivante:

*la vente des produits contenant du bois issu des forêts tropicales et leur expédition vers des destinations internationales*

et celle de la 'certification':

*la vérification (indépendante) de la durabilité d'une opération forestière et/ou du bois qu'elle produit*

### **La certification est un mécanisme utile**

La certification peut utilement servir à promouvoir l'aménagement forestier durable. M. Attah, par exemple, a fait valoir que la demande du marché pour le bois issu d'une production durable a joué un rôle fondamental dans les améliorations de la gestion forestière dans certains massifs des tropiques. La certification, a-t-il affirmé, offre la possibilité d'accroître la contribution du commerce du bois au développement durable, à condition toutefois qu'elle soit utilisée comme incitation au développement et non comme obstacle aux échanges.

M. Attah a reconnu que beaucoup de producteurs tropicaux manquent de savoir-faire pour introduire les pratiques d'aménagement forestier durable du jour au lendemain; la communauté internationale et le public consommateur doivent faire preuve de patience en attendant que ces compétences sont acquises. Fermer les marchés au bois non certifié serait catastrophique pour les économies de nombreux pays tropicaux et viendrait à l'encontre de l'objectif déclaré, qui est d'encourager l'aménagement forestier durable. M. Attah et d'autres intervenants ont souligné le besoin de mettre fin à la rivalité entre divers régimes de certification et de concentrer plutôt toute l'énergie à promouvoir les meilleures pratiques forestières sous les tropiques.

Brigid Shea a fait observer que la certification était encore, dans un large mesure, une création des pays développés, plus de 90% des superficies forestières certifiées se trouvant en Amérique du Nord ou en Europe. Elle a également dit que la demande de certification était animée davantage par des détaillants que par les consommateurs finals et qu'elle ne représentait pas encore un argument de vente important aux Etats-Unis.

Scott Poynton a fait valoir que, malgré l'enthousiasme de son organisation à défendre la certification, il faudra encore un certain temps pour que cet outil puisse être largement appliqué dans beaucoup de régions du monde. En attendant, démontrer simplement la légalité du bois aurait un impact "massif" sur la rentabilité des investissements faits pour la gestion des forêts et la transformation du bois.

### **Rémunération des services écologiques et non seulement du bois**

Jose Carlos Carvalho a fait valoir que les forêts tropicales assurent de précieux services à la communauté mondiale, tels que la conservation de la biodiversité et le piégeage de vastes quantités de carbone, mais ces services ne sont pas rémunérés. Si l'on considère aussi les prix généralement modiques de la plupart des bois tropicaux, il n'est pas difficile de voir pourquoi les forêts sont éliminées pour faire place à des occupations plus rentables comme l'agriculture et l'élevage du bétail.

Virgilio Viana a indiqué que le public hors de l'Amazonie fait souvent valoir l'importance extrême des forêts tropicales de cette région, en particulier pour leur valeur de conservation, mais les Amazoniens vivent dans des conditions souvent effroyables. En fait, le reste du monde leur demande de mettre

► Suite à la page 29

## Programme estival de formation forestière

11-15 juillet 2005

Coût: £200-850 (selon le nombre de jours)

Oxford, Royaume-Uni

Langue: anglais

Ce programme offre une diversité de cours sur des questions actuelles aux intervenants dans les domaines tels que la gestion des forêts, les filières d'approvisionnement de produits forestiers, la certification et la gestion durable des ressources naturelles. Ces cours de formation portent sur les domaines suivants:

- introduction à la certification et à la normalisation (1 jour);
- procédures de la certification des forêts, y compris leur audit (4 jours);
- procédures d'achats responsables, y compris traçabilité des produits et filière de responsabilité (2 jours);
- forêts à haute valeur de conservation et surveillance de la biodiversité (2 jours); et
- politiques liées aux changements climatiques et aux forêts (1 jour).

Adresse: ProForest, 58 St Aldates, Oxford, OX1 1ST, Royaume-Uni; Tél 44-865-243439; Fax 44-865 79044; info@proforest.net; www.proforest.net

## Etudes de maîtrise: Gestion, accès, conservation et commerce des espèces: le cadre international

3 Octobre-5 décembre 2005

Langue: espagnol et anglais (avec interprétation simultanée)

Universidad Internacional de Andalucía, Baeza, Espagne

Ce cours prépare à une maîtrise en permettant aux étudiants de comprendre comment fonctionnent les principaux accords internationaux multilatéraux. Il s'adresse à ceux qui interviennent, ou souhaitent intervenir dans les prises de décisions relatives à l'environnement ou à la mise en oeuvre d'accords internationaux au niveau exécutif. Un petit nombre de bourses est prévu.

Adresse: Rector, Universidad Internacional de Andalucía, Sede Antonio Machado, Palacio de Jabalquinto, Plaza de Santa Cruz, s/n. 23440 Baeza, Jaén, Espagne; Tél 34-953-742775; Fax 34-953-742975; machando@unia.es; www.unia.es

La publication de ces avis de cours ne signifie pas forcément que l'OIBT les approuve. Il est conseillé aux candidats potentiels d'obtenir autant de renseignements que possible au sujet des cours qui les intéressent et des institutions qui les offrent.

### ► suite de la page 31

un frein à leurs aspirations de développement dans l'intérêt commun, et le monde en profite pour bénéficier "gratuitement" des services fournis par les forêts tropicales. L'enjeu est donc de faire du commerce des bois tropicaux un catalyseur du développement durable et de relever, sur le plan international, le niveau actuel extrêmement bas de la rémunération des services fournis par les écosystèmes forestiers.

## Réforme des règlements établis par les gouvernements

Plusieurs orateurs ont préconisé que les politiques des gouvernements concernant le commerce des bois incitent davantage l'industrie à introduire des pratiques d'aménagement forestier durable. Scott Poynton a invité les gouvernements du monde entier à étudier les mesures qu'ils pourraient prendre pour réduire le commerce des produits ligneux illégaux, condition préalable à toute augmentation des prix du bois légalement produit. Virgilio Viana a proposé que tout le bois certifié issu des forêts tropicales naturelles soit exempté d'impôts et de droits, ce qui reviendrait à une rémunération des services environnementaux rendus par les forêts tropicales.

Plusieurs experts du groupe et participants ont également réclamé l'abandon des subventions perverses dans les domaines de l'agriculture et de la foresterie, qui faussent les décisions relatives à l'occupation des sols et privent les pays en développement des revenus d'exportation qui pourraient être canalisés vers la conservation et la gestion durable des forêts.

## Elargissement du programme de petites subventions pour la foresterie communautaire en Asie du Sud et du Sud-Est

Le programme qui accorde des petites subventions pour des activités en faveur des forêts tropicales en Asie du Sud et du Sud-Est (SGP PTF) a été élargi. Financé par l'Union européenne et géré par le PNUD, le SGP PTF offre un programme-concours pour obtenir des petites subventions de 20 000 à 150 000 euros en faveur d'initiatives à base communautaire visant à promouvoir la gestion durable des forêts tropicales. Depuis janvier 2003, le SGP PTF a reçu au total 724 propositions formelles de groupes communautaires du Pakistan, des Philippines, de Thaïlande et du Viet Nam, dont 69 ont été financées.

Le SGP PTF s'adressera désormais aussi à l'Indonésie, à la Malaisie et à la Sri Lanka. Un appel de propositions formelles a été annoncé en Malaisie et Sri Lanka, et il est prévu qu'un appel analogue sera lancé en Indonésie en janvier 2005. Jusqu'à présent, 171 demandes de financement formelles ont été reçues en Malaisie et en Sri Lanka. En outre, il est envisagé actuellement d'étendre les activités du SGP PTF au Cambodge et à la RDP lao; dans ce cas, on pense que l'appel de propositions sera publié dans le premier trimestre de 2005. Le SGP PTF a pour mandat de poursuivre ses activités d'octroi de subventions jusqu'en décembre 2007 et dispose d'un budget total de 15,1 millions d'euros.

Le SGP PTF concentre son attention sur les populations rurales pauvres qui vivent dans les forêts de la région ou en sont originaires. Dans la pratique, le SGP PTF s'appuie sur le principe que les programmes de chaque pays sont exécutés par eux-mêmes, tant du point de vue de leur stratégie globale que du choix des projets. Les procédures de demande de subventions tiennent compte des capacités généralement faibles des groupes communautaires et encouragent la présentation des demandes sous la forme d'un bref exposé des concepts rédigé dans les langues locales.

Pour tout renseignement complémentaire sur ces possibilités de financement, consulter le site Web du SGP PTF, [www.sgptf.org](http://www.sgptf.org) ou contacter le Coordonnateur régional du Programme, Mark Sandiford, à l'indicatif [mark.sandiford@undp.org](mailto:mark.sandiford@undp.org)

Les membres du groupe et les participants ont également parlé de la nécessité de clarifier et de sécuriser les droits de propriété.

Saúl Monreal et d'autres participants au forum mexicain ont évoqué le rôle des plantations dans la réhabilitation des terres dégradées, laquelle atténue la pression sur les forêts naturelles et contribue au développement durable. Plusieurs intervenants dans l'auditoire étaient eux-mêmes des propriétaires de plantations, et une discussion sur le pour et le contre des espèces exotiques et les causes sous-jacentes du changement d'utilisation du territoire a aidé à clarifier certaines des questions importantes de foresterie au Mexique.

## Une bonne aubaine pour les forêts

Le Gouverneur Viana a dit que les politiques de son gouvernement avaient valu à Acre le surnom d'Etat de forêts. L'exemple de la forêt domaniale d'Antimary a prouvé qu'il était possible de mettre en place, dans une forêt reculée, un régime de développement durable. L'industrie du bois joue un rôle crucial à cet égard; il est tout aussi crucial, a-t-il ajouté, que les collectivités vivant dans la forêt d'Antimary soient les principaux bénéficiaires du régime de gestion durable. Ces habitants aiment la forêt et veulent la préserver pour leurs enfants et leurs petits enfants. Promue comme il se doit, l'industrie du bois les y aidera.